

Informationnsblat

N°106 -2011

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 1 ^{er} avril 2011
16	Gemeinderatssitzung Sanem vom 1. April 2011 Gemeinderat geschlossen gegen die geplante Umgehungsstraße von Bascharage/Dippach
21	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 6 mai 2011
34	Gemeinderatssitzung Sanem vom 6. Mai 2011 Vielzahl an kleineren Projekten verabschiedet

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 67
e-mail mail.commune@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F ' C R E A T I O N S

Textes et photos: Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem

de la séance publique

du vendredi, 1^{er} avril 2011

date de l'annonce publique:	25 mars 2011
date de la convocation des conseillers:	25 mars 2011
début:	10h00
fin:	12h30

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Diels Johny, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schroeder Nico, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Wietor Gaston
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

néant

Premier votant:

M. Wietor Gaston

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir approuver l'ajout à l'ordre du jour des points suivants:

2.a. Acquisition d'une benne amovible avec groupe électrogène de secours (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 95.254,50 (article budgétaire: 4/0340/2241/001)

Vote unanime

20.a. Motion relative à la prolongation d'exploitation de la centrale nucléaire à F-Cattenom et à l'abandon de l'énergie nucléaire

Vote unanime

20.b. Approvisionnement en électricité verte

Vote unanime

Ordre du jour

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Aménagement d'un bassin d'orage et d'une conduite d'adduction à Sanem - rue d'Esch/rue du Moulin (Part canalisation eaux mixtes dans la rue d'Esch - étape 1) (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 170.000,- (article budgétaire: 4/0733/2143/049)

Vote unanime

- 2.a. Acquisition d'une benne amovible avec groupe électrogène de secours (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 95.254,50 (article budgétaire: 4/0340/2241/001)

Vote unanime

3. Assainissement des couvercles de regards de canalisation sur la voirie publique pour les années 2011 à 2013 (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 75.000,- (article budgétaire: 4/0733/2143/033)

Vote unanime

4. Aménagement de la rue de l'Industrie à Sanem (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 50.000,- (article budgétaire: 4/1212/2133/116)

Vote unanime

5. Acquisition d'une camionnette fourgon tôle avec équipement atelier espace utilitaire pour les besoins des services de régie, service bâtiments et réseau eau potable, équipe chauffage de la commune de Sanem (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 42.000,- (article budgétaire: 4/0134/2231/001)

Vote unanime

6. Acquisition d'un nouveau système de distribution des repas sur roues sur base de porcelaine pour les besoins du CIPA (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 40.000,- (article budgétaire: 4/0641/2251/001)

Vote unanime

7. Acquisition de lits de soins médicalisés pour les besoins du CIPA à Soleuvre (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 20.000,- (article budgétaire: 4/0643/2123/014)

Vote unanime

8. Etude sur l'éclairage public sur le territoire de la commune (Masterplan) (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 60.000,- (article budgétaire: 4/1212/2001/006)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

9. Approbation d'un contrat de bail avec les frères VAN DE SLUIS concernant la location de six parcelles de terrain inscrites au cadastre de la Commune de Sanem sous les numéros cadastraux 3022; 3023; 3024/2810; 3025/2; 3026/1553; 3028/1970, prés, sises au lieu-dit 'Auf Scherleckerpull', d'une contenance totale approximative de 85,50 ares

Vote unanime

FINANCES

10. Approbation de décomptes

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4/0125/2123/003	Chaudière 108, rte d'Esch Belvaux	16.000,00	14.596,40
4/0720/2133/005	Audit sur l'accessibilité bât. publics pour personnes à mobilité réduite	0,00	36.104,26
4/0740/2231/001	Acquisition véhicules service conduite d'eau	143.000,00	137.881,41
4/0740/2143/045	Conduite d'eau CR110 Ehlerange	719.000,00	707.278,18
4/0740/2143/050	Conduite d'eau rue d'Ehlerange tronçon rue Metzlerlach-Parc Phase 3	211.000,00	214.979,72
4/0740/2143/052	Extension eau potable rue de l'usine à Belvaux	138.000,00	64.550,84
4/0812/2123/018	Corniche centre culturel Metzlerlach	57.500,00	56.123,60
4/0832/2133/017	Système de drainage terrain entrainement agility team Suessem	21.035,93	21.035,93
4/1160/2135/002	Piste cyclable-chemin piétons rue d'Ehlerange Soleuvre	416.000,00	349.778,48
4/1212/2133/101	Trottoir rue Denneboesch Soleuvre	140.000,00	139.948,42
4/1212/2133/109	Chaussée et trottoirs rue Robert Schuman à Soleuvre	120.000,00	94.267,40
4/1212/2133/115	Réaménagement Chemin-Rouge tronçon rue des Champs-rte d'Esch	50.000,00	49.475,36

Vote unanime

11. Approbation de subsides à diverses associations

Nom	Objet	Montant demandé	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Fondation Letzebuerger Blannevereenegung	Subside 2011		75,00	100,00
Archipel	Ile aux Clowns			100,00
Alan asbl	Don			100,00
Prévention suicide	Don			100,00
Lux Rollers	Subside		75,00	100,00
Amicale Albert Ungeheuer	Cotisation	25,00	25,00	25,00

Vote unanime

PERSONNEL – ADMINISTRATION

12. Création d'un poste d'expéditionnaire administratif m/f à plein-temps et sous le statut du fonctionnaire communal au secrétariat communal

Vote unanime

13. Création d'un poste de rédacteur m/f à plein temps sous le statut du fonctionnaire communal au secrétariat communal et suppression d'un poste existant de la carrière du rédacteur à 75 %

Vote unanime

14. Création d'un poste sous le statut du salarié (anciennement employé privé) à plein temps et sous contrat de travail à durée déterminée pour la durée de 12 mois pour les besoins des archives communales

Vote unanime

PERSONNEL – SERVICE TECHNIQUE

15. Création d'un poste d'expéditionnaire administratif m/f à plein-temps et sous le statut du fonctionnaire communal au service technique

Vote unanime

DIVERS

16. Modification de la composition des commissions consultatives

Commission des sports:

- Nomination de M. Alain Thill (CSV), demeurant à Sanem, 10 rue Albert Simon, comme membre suppléant

Commission du 3^{ième} âge:

- Démission de M. Patrick Bricoccoli (déi gréng) comme membre suppléant
- Nomination de Mme Chantal Faber-Huberty (déi gréng), demeurant à Ehlerange, 69 rue d'Esch, comme membre suppléant

Commission consultative d'intégration:

- Démission de M. Serge Secci (déi gréng) comme membre suppléant
- Nomination de Mme Chantal Faber-Huberty (déi gréng), demeurant à Ehlerange, 69 rue d'Esch, comme membre suppléant

Commission des bâtisses:

- Démission de M. Claude Sinnen (déi gréng) comme membre suppléant
- Nomination de Monsieur Claude Pinnel (déi gréng), demeurant à Soleuvre, 116 rue de Differdange, comme membre suppléant

Commission des finances:

- Démission de M. Patrick Bricoccoli (déi gréng) comme membre effectif
- Nomination de M. Marc Risch (déi gréng), demeurant à Sanem, 13 rue Albert Simon, comme membre effectif

Commission des jeunes:

- Démission de M. Mario Maia (déi gréng) comme membre suppléant
- Nomination de M. Laurent Brandenburger (déi gréng), demeurant à Ehlerange, 7 rue Neuve, comme membre suppléant

Commission de la circulation:

- Démission de Mme Pascale Gengler (déi gréng) comme membre suppléant
- Nomination de M. Raphael Lang (déi gréng), demeurant à Soleuvre, 70 rue Michel Rodange, comme membre suppléant

Commission scolaire:

- Démission de Mme Laura Pregno (déi gréng) comme membre effectif
- Nomination de Nathalie Fratini (déi gréng), demeurant à Soleuvre, 116 rue de Differdange, comme membre effectif
- Démission de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (déi gréng) comme membre suppléant
- Nomination de M. Raoul Dominicy (déi gréng), demeurant à Ehlerange, 112 rue de Sanem, comme membre suppléant

Vote unanime

17. Motion relative au tracé retenu pour la voie du contournement de Bascharage/Dippach.

Le conseil communal,

Considérant que le conseil communal de Sanem a été mis devant le fait accompli du projet de contournement de Bascharage/Dippach qui est attaché au projet de l'installation des dépôts pétroliers à Bascharage-Héierchen à la date du 18 mars 2011;

Considérant que le conseil communal de Sanem s'est opposé dans une résolution prise lors de la séance du 31 mars 1999 formellement au tracé du contournement de Bascharage tel que prévu dans un premier projet;

Considérant que le conseil communal de Sanem a réaffirmé sa position contre le tracé de la voie de contournement de Bascharage dans une résolution prise lors de la séance du 13 octobre 2003;

Considérant que le conseil communal de Sanem a rappelé dans la motion n°2 relative à la demande du Gouvernement luxembourgeois d'implanter une maison d'arrêt au lieu-dit 'Uerschterhaff' près du site de W.S.A. prise lors de la séance du 28 avril 2008 qu'il maintiendra sa position négative relative à la variante actuelle du contournement de Bascharage;

Considérant que le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg tient toujours à réaliser le tracé qui s'étend sur le territoire de la commune de Sanem et qu'il n'y ait eu au fil des années aucune prise en compte des positions que le conseil communal de Sanem avait avancées;

Considérant l'impact négatif sur un des rares espaces libres de la commune jouant un rôle important en tant que domaine récréatif pour les habitants de Sanem et des environs;

Considérant l'impact négatif sur la forêt située entre Bascharage et Sanem puisque le tracé portera gravement atteinte au système écologique forestier;

Considérant l'impact supplémentaire des nuisances de bruit à attendre, étant donné que les habitants des quartiers résidentiels se voient déjà actuellement soumis à des nuisances acoustiques en provenance de la collectrice du sud

et des industries avoisinantes, nuisances, qui compromettent hautement leur qualité de vie;

Considérant que le tracé projeté passera par une «zone d'intérêt paysager» et une «zone de réserve naturelle communale» qui fait partie d'une zone «Natura 2000» selon la directive européenne 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage;

Considérant que sur cette zone la forêt constitue également un écran acoustique naturel qui sera inévitablement mis à mal;

Considérant que suivant le «Plan Directeur Sectoriel Paysage» la zone en question est classée comme «zone d'importance particulière – Biodiversität» et qu'il faut par conséquent protéger et permettre l'amélioration du développement de la diversité des biotopes et de la variété des espèces;

Considérant qu'une des idées fondamentales du «Plan Directeur Sectoriel Paysage» est de favoriser au niveau national un maillage d'espaces verts afin d'éviter le mitage des zones naturelles;

Considérant que la commune de Sanem se montre compréhensive des problèmes de trafic de Bascharage et est consciente de la nécessité de faciliter le transit et la circulation, mais que ceci doit se faire dans la perspective d'un développement équilibré et durable du territoire et d'un concept de circulation efficace;

Considérant qu'il existe toujours la possibilité d'une variante du tracé de contournement qui s'étend sur le territoire de Bascharage;

Considérant que la solution d'un contournement sur le territoire de Bascharage constituerait une solution pour les problèmes de trafic de la commune de Bascharage qu'elle s'est imposés en partie elle-même, sans trop détériorer la qualité de vie des habitants de la commune de Sanem;

Considérant que le tracé de contournement sur le territoire de Bascharage serait considérablement plus court que la variante affectant la commune de Sanem et permettrait donc une utilisation plus rationnelle des espaces et des moyens disponibles;

Considérant que le contournement projeté empêchera l'extension du périmètre de l'urbanisation de la commune de Sanem et entraînera une dévaluation des terrains affectés;

1. confirme officiellement sa position exprimée dans le communiqué de presse du 23 mars 2011;
2. charge le collège des bourgmestre et échevins d'analyser toutes les voies de recours et moyens permettant de s'opposer au contournement projeté et se réserve le droit de les appliquer;
3. réclame au Gouvernement le lancement d'études sur un tracé de contournement qui s'étend sur le territoire de Bascharage.

Vote unanime

18. Information relative aux statuts du syndicat intercommunal KORDALL, en abrégé «SIKOR»
19. Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) «Alzette-Belval»:
 - a. Participation au Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) «Alzette-Belval»: Délibération concordante et approbation des statuts

Le Conseil Communal,

Vu le projet de statuts du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) «Alzette-Belval» élaboré sur la base du règlement communautaire (CE) n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif aux Groupements Européens de Coopération Territoriale;

Considérant que les communes d'Esch-sur-Alzette, Mondercange, Sanem et Schiffflange se proposent de participer au Groupement Européen de Coopération Territoriale;

Considérant que le GECT a pour mission principale de faciliter et d'accroître la coopération en faveur du développement transfrontalier durable du territoire de référence, afin de faciliter la vie quotidienne des habitants de l'agglomération transfrontalière;

Considérant que les communes luxembourgeoises s'engagent à prévoir un montant de € 15.000,00 comme contribution aux frais de fonctionnement du GECT «Alzette-Belval» aux dépenses ordinaires du budget de l'exercice 2011;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu la loi du 19 mai 2009 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT);

Vu la loi communale du 13 décembre 1988 telle qu'elle a été modifiée par la suite;
Après en avoir délibéré conformément à la loi;

à l'unanimité des voix, décide:

- de participer au Groupement Européen de Coopération territoriale (GECT) «Alzette-Belval»
- d'en approuver les statuts

La présente délibération est soumise à l'autorité supérieure aux fins d'approbation.

Vote unanime

- b. Nomination des représentants de la Commune de Sanem dans l'assemblée et le bureau du GECT Alzette-Belval

Proposition du collège des bourgmestre et échevins

- Assemblée:
- nomination de M. Georges Engel comme représentant
 - nomination de Mme Myriam Cecchetti comme suppléante
- Bureau:
- nomination de Mme Nadine Dording comme représentante
 - nomination de M. Fernand Heischbourg comme suppléant

Vote unanime

- c. Approbation de la convention entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par le Ministre du Développement Durable et des Infrastructures et la Ville d'Esch-sur-Alzette et les Communes de Mondercange, Sanem et Schiffflange, représentées par leurs bourgmestres, régissant les modalités de coopération au sein du GECT Alzette-Belval

Vote unanime

- d. Approbation du projet de convention de coopération en vue de la création du Groupement Européen de Coopération Territoriale Alzette-Belval entre l'Etat français, La Région Lorraine, Le Département de Meurthe-et-Moselle,

le Département de la Meuse, de la Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette (CCPHVA) du côté français et l'Etat luxembourgeois, les Villes et Communes d'Esch-sur-Alzette, de Mondercange, de Sanem, de Schifflange du côté luxembourgeois

Vote unanime

e. Approbation d'une modification du budget ordinaire

Article	Explications	Montant approuvé	Modification budgétaire	Crédit disponible
3/1140/6382/001 Contribution de la commune aux frais de fonctionnement du GECT Alzette-Belval	Création du GECT (approbations des statuts, conventions et projets de convention)	//	15.000,00 €	15.000,00 €

Vote unanime

20. Revendication de fermeture de Cattenom – approbation de l'initiative à prendre par les communes luxembourgeoises situées à l'intérieur du rayon de sécurité de 25 km

Le conseil communal

Vu l'appel à signature du député-maire de Remich, M. Henri Kox:

„Les Bourgmestres revendiquent la fermeture de Cattenom!

Nous soussignés, les bourgmestres des communes luxembourgeoises situées à l'intérieur du rayon de sécurité de 25 km autour de la centrale nucléaire de Cattenom sommes profondément choqués et touchés par les événements dramatiques au Japon. Cette catastrophe naturelle démontre à nouveau que le nucléaire n'est pas maîtrisable.

La proximité de la centrale nucléaire de Cattenom nous préoccupe fortement et notamment à cause de nombreux incidents au cours des dernières années, voire des derniers mois.

Nous la considérons comme une menace pour la sécurité de nos habitants. Nous exigeons que les mêmes normes de sécurité soient appliquées à la centrale de Cattenom que pour les centrales allemandes qui viennent d'être mises hors service. En conséquence, nous exigeons du Président français et de son Gouvernement l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire de Cattenom.

Signataires invités:

Bertrange, Bettembourg, Betzdorf, Bous, Burmerange, Contern, Clemency, Dalheim, Differdange, Dippach, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Flaxweiler, Frisange, Grevenmacher, Hesperange, Kayl, Lenningen, Leudelage, Luxembourg-Ville, Mamer, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Mertert-Wasserbillig, Niederanven, Reckange-sur-Mess, Remich, Roeser, Rumelange, Sandweiler, Sanem, Schengen, Schifflange, Schuttrange, Stadtbredimus, Waldbredimus, Weiler-la-Tour, Wellenstein, Wormeldange”

décide d'approuver l'initiative à prendre par les communes luxembourgeoises situées à l'intérieur du rayon de sécurité de 25 km autour de la centrale nucléaire de Cattenom et mandate le bourgmestre pour signer la revendication de fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom.

Vote unanime

20.a. Motion relative à la prolongation d'exploitation de la centrale nucléaire à F-Cattenom et à l'abandon de l'énergie nucléaire

Le conseil communal,

Considérant la délibération du Conseil Communal du 11 juillet 1986 relative à la ratification de la décision d'urgence de déposer, ensemble avec les collèges échevinaux d'autres communes, un recours contre l'arrêté du 21 février 1986 relatif à l'autorisation de rejet d'effluents radioactifs liquides par le centre de production nucléaire de Cattenom auprès du tribunal administratif à Strasbourg à la date du 12 mai 1986; avec e.a. les arguments

que d'après le principe de droit national aucun pays n'a le droit d'exposer les pays riverains à des risques graves et non usuels en tolérant, en favorisant ou en réalisant des projets générateurs de pareils risques;

que les centrales nucléaires ne doivent non seulement satisfaire aux normes de sécurité nationales, mais encore aux normes internationales et en particulier à celles en vigueur dans les pays voisins;

que les rejets ne doivent en aucun cas provoquer sur le territoire des pays avoisinants des nuisances incompatibles avec la législation de ces pays;

Considérant la délibération du Conseil Communal du 11 juillet 1986 autorisant le collège des bourgmestre et échevins d'ester en justice contre le rejet d'effluents radioactifs liquides de la centrale de Cattenom;

Considérant la délibération du Conseil Communal du 23 décembre 1988 autorisant le collège échevinal de continuer la procédure judiciaire en relation avec la centrale de Cattenom;

Considérant le jugement du Tribunal Administratif de Strasbourg du 11 juin 1987 annulant les autorisations relatives aux effluents radioactifs des tranches 3 et 4;

Considérant l'interprétation de la Cour Européenne de Justice du 22 septembre 1988 relative à l'article 37 du traité Euratom permettant de conclure que le gouvernement français a établi des autorisations relatives aux rejets radioactifs en violation du traité Euratom;

Considérant la confirmation du Conseil d'Etat français du 30 juin 1989 du jugement du Tribunal Administratif de Strasbourg;

Considérant qu'à ce jour une élimination sûre des déchets radioactifs fait défaut et que ces déchets grèvent gravement les générations futures compte-tenu de la demi-vie des matières fissiles;

Considérant les événements actuels au Japon;

Considérant que l'énergie nucléaire ne suffit pas aux principes d'une politique énergétique durable;

Considérant que la centrale nucléaire de Cattenom ne satisfait pas aux standards actuels de sécurité des centrales modernes et de la dernière génération;

Considérant que la prolongation de l'autorisation de service de la centrale nucléaire de Cattenom vise uniquement une rentabilisation économique de la centrale sans toutefois présenter une étude relative à des améliorations relatives à la sécurité de l'installation;

Considérant que les autorités communales et gouvernementales doivent par tous les moyens légaux protéger la santé des citoyens;

Considérant que pour une technique aussi dangereuse, le principe de précaution doit avoir priorité sur l'intérêt économique;

Oùï les explications de Monsieur le bourgmestre Georges ENGEL;

Après délibération;

décide:

- d'user de toutes voies de droit et principalement de contester la légalité relative à la prolongation de l'autorisation d'exploitation de la centrale nucléaire à Cattenom;
- d'inviter le Gouvernement luxembourgeois à intervenir auprès du Gouvernement français afin de ne pas autoriser la prolongation de la centrale à Cattenom;
- plus généralement, de promouvoir par tous les moyens à disposition la sortie du nucléaire;
- d'inviter le Gouvernement luxembourgeois de s'engager pour l'abandon de l'énergie nucléaire au niveau européen et international;

Vote unanime

20.b. Approvisionnement en électricité verte

Le conseil communal

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Conscient que l'exploitation de l'énergie nucléaire sera toujours liée à des risques pour les êtres humains et pour l'environnement et, comme le démontrent les récents événements dans les centrales nucléaires au Japon, qu'un accident de grande envergure avec des répercussions néfastes pour la population ne peut jamais être exclu;

Considérant qu'il faut tout mettre en œuvre afin de pouvoir sortir de cette source d'énergie dangereuse;

Vu qu'il ne suffit pas de demander aux instances gouvernementales de réagir aux événements actuels, mais qu'il faut également prendre ses responsabilités en tant que commune et passer aux actions concrètes sur le plan local;

Vu que notre commune agit en faveur de la promotion des énergies renouvelables;

Vu que notre commune alimente déjà tous les bâtiments communaux, installations techniques communales et autres points de consommation électriques qui sont sous sa responsabilité, avec de l'électricité produite à 100 % par des énergies renouvelables;

Considérant la disponibilité sur le marché de différents fournisseurs d'électricité produite sur base d'énergies renouvelables;

Vu que la propre consommation d'électricité et le fait que la demande crée l'offre;

décide de mandater ses représentants dans les syndicats de communes, dans les divers conseils d'administration ainsi que dans toutes les autres institutions publiques ou privées, à s'exprimer en faveur d'une transition vers une alimentation en électricité produite sur base d'énergies renouvelables;

et invite les ménages de notre commune à s'alimenter en électricité produite sur base d'énergies renouvelables.

Vote unanime

21. Résolution concernant la mise en œuvre des trois critères afin d'obtenir le statut de «Fairtrade Gemeng»

Le conseil communal

Vu le concept «Fairtrade Gemeng»:

„Une «Fairtrade Gemeng» est une commune qui dans l'esprit d'un développement durable s'engage activement pour le commerce équitable et les petits producteurs défavorisés en Afrique, Asie et Amérique latine. Le concept «Fairtrade Gemeng» montre comment une commune peut traduire concrètement en actions la devise «penser global, agir local».“

Vu qu'afin d'obtenir la certification «Fairtrade Gemeng» la commune doit s'engager à respecter 3 critères de base:

- 1) Le conseil communal s'engage pour le commerce équitable et prend la décision de devenir une «Fairtrade Gemeng». Dans sa résolution «Fairtrade Gemeng», il s'engage à proposer du café du commerce équitable ainsi qu'un autre produit Fairtrade lors de réceptions et de réunions à l'hôtel de ville ou lors d'autres événements organisés par la commune. Les employés de la commune sont encouragés à suivre cet exemple en consommant par exemple également du café issu du commerce équitable dans leurs bureaux.
- 2) Un groupe d'action «Fairtrade Gemeng» chargé de coordonner les actions de la commune dans le cadre de ce projet est fondé. Ce groupe se réunit régulièrement et travaille sur la mise en œuvre et le développement des objectifs de la «Fairtrade Gemeng». Ce groupe se charge également de l'évaluation annuelle et du respect des critères de la «Fairtrade Gemeng».
- 3) La commune informe ses citoyens sur le concept et les activités «Fairtrade Gemeng», notamment à travers des publications et rapports communaux ainsi que sur le site internet. Le certificat «Fairtrade Gemeng» est accroché dans un endroit bien visible à l'hôtel de ville. Les médias sont informés de la campagne «Fairtrade Gemeng» entamée par la commune.

décide l'adhésion de la Commune de Sanem à la campagne « Fairtrade Gemeng » et le collège des bourgmestre et échevins avec la mise en œuvre des trois critères de base précités afin d'obtenir le statut de « Fairtrade Gemeng ».

Vote unanime

22. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a) Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de modification de la maison sise au numéro 17, rue Prince Jean à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 8 mars 2011
 - b) Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de raccordement aux différents réseaux de la maison sise au numéro 59, rue de Sanem à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 24 mars 2011
 - c) Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de renouvellement de la couche de roulement partielle dans la rue du Château à Sanem pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 24 mars 2011

- d) Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de renouvellement de la couche de roulement dans la Cité Kauffman à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 24 mars 2011
- e) Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de raccordement à la canalisation de la maison sise au numéro 26 dans la rue Michel Rodange à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 31 mars 2011

Vote unanime

23. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – ADMINISTRATION

24. Nomination définitive de la dame CENCETTI Nathalie au poste d'expéditionnaire administratif au secrétariat communal à partir du 1^{er} mai 2011

Approuvée

25. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) à plein temps, sous contrat de travail à durée déterminée pour la durée de 12 mois pour les besoins des archives communales

Est nommé(e):
Komposch François

26. Nomination d'un rédacteur m/f au secrétariat communal

Est nommé(e):
Duschène Tamara

PERSONNEL – CIPA

27. Démission de la dame AIT-HALLA Mana, aide-soignante au CIPA de Soleuvre, avec une tâche de 75 % sous contrat de travail à durée indéterminée et sous le statut du salarié bénéficiant du CCT SAS, carrière PS5

Démission accordé(e).

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

28. Nomination d'un aide-éducateur (m/f), à durée indéterminée avec une tâche de 16 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

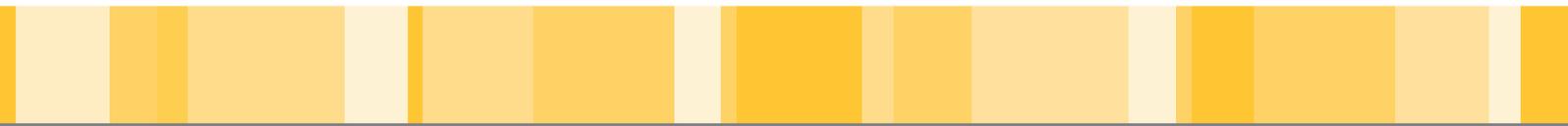
Est nommé(e):
Claude Diane

-
29. Nomination d'un aide-éducateur (m/f), à durée indéterminée avec une tâche de 16 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation)

Est nommé(e):
Schroeder-Heiderscheid Marion

30. Nomination d'un éducateur (m/f), à durée déterminée avec une tâche de 40 heures/semaine pour le remplacement d'une dispense de grossesse, du congé de maternité afférent et éventuellement du congé parental, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5

Est nommé(e):
Weis-Rohde Heidrun



Gemeinderatssitzung Sanem vom 01. April 2011

Gemeinderat geschlossen gegen die geplante Umgehungsstraße von Bascharage/Dippach



In der heutigen Gemeinderatssitzung am 01. April 2011 standen insgesamt 30 Punkte auf der Tagesordnung. Im Vordergrund standen vor allem eine Motion gegen die geplante Umgehungsstraße von Bascharage/Dippach und die aktuelle Bewegung gegen Atomkraft, an die sich auch die Gemeinde Sanem offiziell angeschlossen hat.

BELES

Vor Beginn der öffentlichen Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) im Namen des Schöffenrates drei weitere Punkte nachträglich auf die Tagesordnung zu setzen. Hierbei handelte es sich erstens um die Anschaffung eines mobilen Notstromaggregates für die lokale Feuerwehr, zweitens um eine Motion gegen die Betriebsverlängerung der Atomzentrale von Cattenom und letztens eine Motion für eine Stromversorgung aus erneuerbaren Energien.

Zunächst informierte der Bürgermeister die Gemeinderäte über eine erfreuliche Nachricht. Die Gemeinde kann sich über Mehreinnahmen in Höhe von fast 1,9 Mio. Euro freuen, von denen der Großteil (1,4 Mio.) von den erhobenen Gewerbesteuern (impôt commercial) stammt und der restliche Betrag vom „fonds communal de dotation financière“ vom Staat.

NEUES REGENÜBERLAUFBECKEN IN DER RUE DU MOULIN IN SANEM



Im Rahmen der Kanalisationserneuerung in der rue d'Esch in Sanem wurden heute die zwei ersten Phasen dieses Großprojektes verabschiedet. Die 1. Etappe beinhaltet zunächst Kanalisationsarbeiten in besagter Straße in Höhe von 170.000 €. Größere Rohrleitungen und ein neues Regenüberlaufbecken in der rue du Moulin (Etappe 3) sollen unter anderem die Hochwasserprobleme der rue des Aulnes verhindern. In weiteren Etappen werden später auch in der rue des Aulnes und in der rue des Peupliers die Wasserrohrleitungen ersetzt.

Gemeinderat Robert Rings (Déi Gréng) hatte bezüglich dieses Vorhabens noch einige Fragen, zum einen wie der Verkehr an dieser viel befahrenen Straße geregelt werde, zum anderen auf wieviel sich die Gesamtkosten des Projektes belaufen werden und letztens wie lange diese Baustelle andauern werde. Der Vertreter des zuständigen Ingenieurbüros Schroeder et Associés erklärte daraufhin, dass während den Arbeiten in der rue d'Esch, die ungefähr 1 Monat dauern werden, immer eine Seite befahrbar bleibe und der Verkehr anhand von provisorischen Ampeln geregelt werde. Außerdem rechne man mit einer Gesamtinvestition von 1 Million Euro für das ganze Projekt. Der Kostenvoranschlag für die zwei ersten Phasen wurde einstimmig gutgeheißen.

Anschließend bewilligte der Gemeinderat die Anschaffung eines mobilen Notstromaggregates für die Sanemer Feuerwehr, das im neuen Einsatzzentrum auf dem „Scheierhaff“ stehen wird und im Notfall in anderen Gebäuden der Gemeinde verwendet werden kann.



Die Kanalisation in der rue d'Esch in Sanem wird erneuert.

Für die Sanierung der Kanaldeckel des öffentlichen Straßennetzes der Gemeinde wurden 75.000 € gestimmt, ebenso wie 50.000 € für die Erneuerung des Straßenbelags und der Bürgersteige in der rue de l'Industrie in Sanem.

Auch gegen den Ankauf eines für die Bedürfnisse des „Service de régie – équipe chauffage“ ausgestatteten Lieferwagens hatte der Gemeinderat nichts einzuwenden.

GESCHIRR DES „ESSEN AUF RÄDERN“ WIRD ERNEUERT

Beim nächsten Abstimmungspunkt bekam Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) das Wort. Von ihm erhielten die Gemeinderäte alle nötigen Erklärungen zum Kauf des neuen Essgeschirrs und neuer Warmhalteboxen für das „Essen auf Rädern“. Man gehe nun auf einen neuen Weg, der nicht nur finanziell gesehen rentabler und umweltfreundlicher ist, sondern vor allem präsentabler und appetitlicher für die zahlreichen Kunden ist. Bislang

bestand das Essgeschirr aus Aluminium, ab jetzt gibt es aber Teller aus Porzellan mit einem Silikondeckel, der dafür sorgt, dass eine konstante Temperatur bis zu 120 Minuten lang erhalten bleibt. Für 40.000 € werden 200 Geschirrsätze inklusive Warmhalteboxen und Servierwagen gekauft. Dem stimmte der Rat unisono zu.

Des Weiteren zeigten sich die Gemeinderäte auch beim Kauf 12 moderner Krankenbetten für das gemeindeeigene Altenheim (CIPA – Centre Intégré pour Personnes Âgées) einverstanden. Die neuen Betten sind nicht nur komfortabler, sondern vereinfachen auch die Arbeit des Pflegepersonals und entsprechen zudem auch den Konformitätsbedingungen des Ministeriums.

MASTERPLAN FÜR DIE OPTIMIERUNG DER BELEUCHTUNG AUF DEM GEMEINDETERRITORIUM

Als nächster Punkt stand die Abstimmung einer Studie über die kommunale Beleuchtung auf der Tagesordnung. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte,



Das CIPA erhält 12 neue moderne Krankbetten

dass es hierbei um die Erstellung eines Masterplans hinsichtlich einer konsistenten und umweltfreundlichen Beleuchtung auf dem kommunalen Territorium gehe. Das Projekt gliedert sich in 2 Phasen auf. Zunächst wird eine Bestandsaufnahme der existierenden Beleuchtungsstellen mit allen Elementen wie Typ, Verbrauch, Alter, usw. durchgeführt, die dann in eine Datenbank gespeist werden. In der zweiten Etappe werden diese Daten analysiert um dann ein effizientes Konzept für die Erneuerung und Erweiterung des Beleuchtungsnetzes aufzustellen. Dadurch wird die Gemeinde nicht nur an Energiekosten sparen, sondern auch in eine angepasste Straßenbeleuchtung investieren.

Gemeinderat Nico Schroeder (ADR) fragte in diesem Zusammenhang nach, warum man nicht einfach die alten stromfressenden Leuchten austausche, ihm erschien es sinnlos diese Studie in Auftrag zu geben, die man erst in einigen Jahren umsetzen könne. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete: „Ich war anfangs auch ein wenig skeptisch, aber mittlerweile bin ich überzeugt, dass man ein Konzept braucht um eine effiziente Beleuchtung zu erreichen.“ Die Schöffen Marco Goelhausen (LSAP) und Myriam Cecchetti (Déi Gréng) fügten dem noch hinzu, dass man bevor man etwas austauscht wissen müsse was

man austauscht, daher sei dieses Gesamtverzeichnis, das aufgestellt und selbstverständlich ständig aktualisiert wird, sehr hilfreich. Es gehe außerdem bei diesen Beleuchtungen nicht nur um den Austausch einer Glühbirne, sondern auch um Faktoren wie Höhe, Leuchtkegel, Gehäuse, etc. um eine wirksame Beleuchtung zu erlangen.

Neben einem Pachtvertrag wurden auch einige Abrechnungen gestimmt. Georges Engel (LSAP) lobte die Arbeit der Gemeindedienste, die mit einer Ausnahme alle Kostenvoranschläge hervorragend berechnet hatten.

Ebenfalls ohne Einwände wurden auch die Subsidien an verschiedene Vereine verabschiedet, genauso wie die Schaffung von 4 Posten für die Bedürfnisse der Verwaltung.

Darüber hinaus stimmte der Gemeinderat eine Reihe von Umänderungen in verschiedenen beratenden Kommissionen.

DER GEMEINDERAT WEHRT SICH GESCHLOSSEN GEGEN DIE UMGEHUNGSSTRAÙE VON BASCHARAGE

Die aktuelle Debatte um die geplante Umgehungsstraße von Bascharage, die teilweise über Sanemer Territorium führen soll, beschäftigte am heutigen Tag auch den Gemeinderat. Nachdem man erst über die Medien vor vollendete Tatsachen gestellt wurde, verabschiedete der Gemeinderat nun eine Motion bezüglich des Baus der Umgehungsstraße von Bascharage in der die geplante Streckenführung energisch abgelehnt wird.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) führte in seinen Erklärungen viele Argumente an, die gegen die geplante Trasse sprechen. Zum einen gehört hierzu die Verschlechterung der Lebensqualität der Sanemer Anwohner, da die Umgehungsstraße nahe an Wohngebieten vorbei führen soll, die Zerstörung eines wichtigen Naherholungsgebiet mit sich bringen wird und die steigende Lärmbelästigung wenn der Wald, der bislang als natürlicher Lärmschutzwall vor der Industriezone fungierte, zum Teil abgeholzt wird. Zum anderen wies der Bürgermeister darauf hin, dass die geplante Umgehungsstraße nicht nur eine europäische „Natura 2000 Zone“ durchquert, sondern auch noch eine vom „Plan Directeur Sectoriel Paysage“ als spezielle „Biodiversität“ klassierte Zone, die Biotope schützen und die Zerschneidung von Naturzonen verhindern soll.

Bereits 1999, 2003 und zuletzt 2008 hatte der Sanemer Gemeinderat sich offiziell gegen diese Variante der Streckenführung ausgesprochen, ohne dass die Regierung diese Position und angeführte Gegenargumente berücksichtigt hatte.

Man habe natürlich Verständnis für die Verkehrsprobleme der Nachbargemeinde, aber erstens seien diese teilweise hausgemacht und zweitens dürfe man diese nicht zu Lasten der Einwohner Sanems lösen.

Eine erste in eigenem Auftrag gegebene grobe Analyse zeige zudem, dass es eine Alternative zu den jetzigen Plänen gebe, die verdeutlicht, dass eine Streckenführung möglich ist, die nur durch Bascharager Territorium führt, die nicht nur kürzer wäre, sondern bei der sogar eine Unterführung weniger nötig wäre. Selbstverständlich sei diese Variante mit Unannehmlichkeiten für die Bascharager Einwohner verbunden, aber die Sanemer seien ja aber auch nicht weniger wert.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte außerdem, dass der Schöffenrat bereits einen Anwalt mit diesem Dossier betraut habe und sich beraten lasse, welche Möglichkeiten für die Gemeinde bestehen um sich gegen die geplante Umgehungsstraße zu wehren. Daneben werde man ein Ingenieurbüro für eine detaillierte Studie für die Erarbeitung einer Alternativstrecke beauftragen. Der Gemeinderatsvorsitzende betonte weiterhin, dass man keine polemische Schlamm-schlacht, sondern sich mit guten, fundierten Argumenten wehren wolle und rief unter anderem zu einer großen Straßenmanifestation auf.

Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) wies zudem den Vorwurf des Bürgermeisters von Bascharage zurück, man wolle keine nationale Verantwortung übernehmen. Um dies zu widerlegen führte sie das Beispiel der „Collectrice“ an, die immerhin durch 3 Ortschaften der Gemeinde führt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erwähnte in diesem Rahmen die „maison d'arrêt“ und das nationale Ausbildungszentrum für LKW- und Busfahrer.

Anschließend wurde die Motion einstimmig und ohne weitere Interventionen angenommen. Sie hält fest, dass der Gemeinderat sich gegen die geplante Trasse der Umgehungsstraße von Bascharage ausspricht, der Schöffenrat den Auftrag erhält alle mögliche Rechtsmittel zu analysieren und gegebenenfalls anzuwenden, und die Regierung aufgefordert ist, eine Alternative in Betracht zu ziehen. Der Bürgermeister deutete die Geschlossenheit des Gemeinderates als starkes Zeichen nach außen und kündigt einen aktiven Widerstand gegen die Umgehungsstraße auf Sanemer Territorium an.

In diesem Zusammenhang erklärte der Bürgermeister die Verzögerung des Beitritts zum interkommunalen Syndikat SIKOR (Syndicat Intercommunal Kordall). Dieses Syndikat soll wie das ZARE (Zone d'Activités Régionale Ehlerange) funktionieren und gemeinsam mit den Gemeinden Bascharage, Differdingen und Petingen eine regionale Aktivitäts- und Industriezone bewirtschaften. Durch den neuen Moment der Tanklager und die nun veränderten Voraussetzungen für die künftige Kooperation mit der Nachbargemeinde Bascharage, will der Sanemer Gemeinderat erst mal abwarten. Man wolle die Zusammenarbeit im SIKOR nicht gefährden, aber man wolle den Beitritt noch offen lassen bis die anderen 3 Mitglieder in ihren jeweiligen Gemeinderäten dem zustimmen.

SANEMER GEMEINDERAT SPRICHT SICH GEGEN ATOMKRAFT AUS

Bevor ein weiteres hochaktuelles Thema auf dem Programm stand, bewilligte der Gemeinderat 5 Elemente bezüglich des Beitritts zum „Groupement Européen de Coopération Territoriale Alzette-Belval“ (GECT). Zusammen mit den Gemeinden Esch, Schifflingen, Monnerich, dem luxemburgischen Staat einerseits und dem französischen Staat, der Région Lorraine, dem Département de Meurthe-et-Moselle, dem Département de la Meuse und der Communauté de Communes du pays Haul Val d'Alzette andererseits wurde diese Plattform zur Förderung grenzüberschreitender Zusammenarbeit aufgestellt.

Ganz im Zeichen der aktuellen Anti-Atomkraft-Bewegung unterzeichnete der Gemeinderat Sanem die Initiative der Luxemburger Gemeinden (die sich innerhalb des Sicherheitsperimeters von 25 km liegen), die die Schließung der Nuklearzentrale Cattenom (F) fordern. In einer zweiten Motion wird nochmals die Abschaltung des Atomkraftwerks Cattenom und die Abkehr von Atomenergie verlangt.



Die Gemeinde Sanem gegen Atomkraft.

Im gleichen Zusammenhang wurde eine Motion für eine Energieversorgung aus erneuerbaren Energien angenommen. Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) verdeutlichte, dass die Gemeinde Sanem bereits seit 2007 alle öffentlichen Gebäude mit dem „nova naturstrom“ versorgt werden, dieses schriftliche Dokument allerdings noch ein Stück weiter gehe. Hiermit werden die Gemeindevertreter in den Syndikaten und alle Bürger aufgefordert erneuerbare Energien zu unterstützen.

Ferner gab die Schöffin alle nötigen Erläuterungen zur Resolution betreffend den Erwerb des Fairtrade-Statuts für die Gemeinde. Alle Motionen wurden einstimmig verabschiedet.



Die Gemeinde Sanem wird zur Fairtrade-Gemeinde.

Nachdem einigen temporären Verkehrsreglementierungen des Schöffenrates zugestimmt wurden, entschied der Gemeinderat in geheimer Sitzung 7 Personalentscheidungen in den Bereichen der Verwaltung, der Maison Relais und dem CIPA.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem

de la séance publique

du vendredi, 6 mai 2011

date de l'annonce publique:	29 avril 2011
date de la convocation des conseillers:	29 avril 2011
début:	14h30
fin:	16h00

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Diels Johny, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, M. Rings Robert, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Wietor Gaston
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schroeder Nico

Premier votant:

M. Rings Robert

M. Engel Georges n'a pas participé au vote des points 18 jusqu'à la fin, comme il a procédé à la célébration d'un mariage.

Mme Cecchetti Myriam a présidé la séance après son départ.

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir approuver l'ajout à l'ordre du jour des points suivants:

- 23.a. Modification de la composition des commissions consultatives
- 23.b. Statuts de l'asbl Spullweenchen Gemeng Suessem
- 23.c. Nomination d'un représentant dans l'asbl Spullweenchen Gemeng Suessem

Vote unanime



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Réparation/Rénovation aux ateliers communaux:
- a. Fourniture de lampes de secours pour des ateliers communaux à Belvaux et Soleuvre (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 8.500,- (article budgétaire: 4/0134/2123/017)

Vote unanime

- b. Installation d'une cabine de douche dans le vestiaire dames des ateliers communaux à Belvaux (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 5.000,- (article budgétaire: 4/0134/2123/017)

Vote unanime

3. Construction d'un local près de l'école 2000 à Soleuvre destiné au stockage de matériel (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 70.000,- et crédit: 30.000,- (article budgétaire: 4/0420/2123/041)

Vote unanime

4. Réparation/Rénovation dans différentes écoles:
- a. Remplacement des urinoirs dans l'école Scheierhaff (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 12.000,- (article budgétaire: 4/0420/2123/042)

Vote unanime

- b. Fourniture de lampes de secours pour différentes écoles (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 10.000,- (article budgétaire: 4/0420/2123/042)

Vote unanime

- c. Réparation de la façade de différentes écoles (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 8.000,- (article budgétaire: 4/0420/2123/042)

Vote unanime

5. Libération de garanties relatives à la création de 3 nouvelles salles de classe dans l'école 2000 à Soleuvre (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 10.806,75 et crédit: 10.806,75 (article budgétaire: 4/0420/2123/043)

Vote unanime

6. Remise en état des fenêtres et nettoyage des balcons en bois de la crèche Zolwer Kannerbuerg (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 8.000,- (article budgétaire: 4/0631/2123/002)

Vote unanime

7. Restructuration de la canalisation dans la rue des Aulnes à Sanem (étape 2 et 4) (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 540.000,- (article budgétaire: 4/0733/2143/042)

Vote unanime

8. Assainissement de la canalisation dans la Cité Schmiedenacht à Sanem (projet définitif détaillé). Devis supplémentaire: 32.000,- (article budgétaire: 4/0733/2143/051)

Vote unanime

9. Aménagement d'un abri pour l'entreposage de poubelles dans la cour arrière du Kulturschapp à Ehlerange (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 15.000,- (article budgétaire: 4/0734/2123/002)

Vote unanime

10. Renouvellement de la conduite d'eau dans la rue de Niederkorn à Sanem (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 140.000,- (article budgétaire: 4/0740/2143/101)

Vote unanime

11. Remplacement de fenêtres dans la maison du curé à Soleuvre (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 12.000,- et crédit: 6.000,- (article budgétaire: 4/0850/2123/012)

Vote unanime

12. Agrandissement de l'encoche d'autobus devant l'école primaire Chemin Rouge à Belvaux (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 12.000,- (article budgétaire: 4/1213/2123/003)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

13. Approbation d'une convention avec le sieur SINNEN Gaston en vue de la réalisation d'un projet de protection de la nature en 2011 du Syndicat Intercommunal de l'Ouest pour la Conservation de la Nature (SICONA)

Vote unanime

14. Approbation d'un compromis de vente du 04 mars 2011 avec les consorts WANG-CHENG concernant la vente d'une parcelle de terrain inscrite au cadastre de la Commune de Sanem, section C de Belvaux sous le numéro cadastral 1422/8023, sise au lieu-dit «Route d'Esch», place (occupée), avec une contenance totale d'environ 4 ares 87 centiares, le tout moyennant un prix de 15.000.- euros en faveur de la Commune de Sanem

Vote unanime

15. Approbation d'un compromis de vente du 25 mars 2011 avec la société anonyme ArcelorMittal Luxembourg concernant l'acquisition d'une parcelle de terrain inscrite au cadastre de la Commune de Sanem, section B de Soleuvre sous le numéro cadastral 279/7446, sise au lieu-dit «Im Holz», place, avec une contenance totale d'environ 8 ares 10 centiares, le tout moyennant un prix de 97.200.- euros en faveur de la société ArcelorMittal Luxembourg

Vote unanime

16. Approbation des résiliations des contrats de bail avec les sieurs MOLTER Charles et STIMPFL Michel

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

17. Modification ponctuelle du plan d'aménagement général (PAG) concernant un reclassement à Soleuvre au lieu-dit "Ennert dem Dreisch".

Vote unanime

FINANCES

18. Approbation de subsides à diverses associations

Nom	Objet	Montant demandé	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Aide aux Enfants Handicapés	Subside 2011		125,00	100,00
Ugda	Don			néant
FEB Fir Effentlech Bibliotheken	Subside 2011			néant

Vote unanime

19. Fixation des frais de scolarité

Le Conseil Communal

à l'unanimité, décide de fixer à partir de l'année scolaire 2010/2011 et jusqu'à décision contraire les frais de scolarité à 600,- € par an par élève, et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote unanime

20. Modification du règlement taxe pour l'utilisation des locaux et installations communaux

Le conseil communal,

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu le règlement relatif à l'utilisation des locaux communaux voté par le conseil communal en date du 18 novembre 2002 et approuvé par l'autorité supérieure le 26 mars 2003;

Considérant que l'utilisation des locaux communaux donne lieu à la perception d'une taxe d'utilisation;

Vu le règlement taxe pour l'utilisation des locaux et installations communaux voté par le conseil communal en date du 17 décembre 2001 et approuvé par l'autorité supérieure le 17 janvier 2002;

Vu le règlement taxe pour l'utilisation des locaux et installations communaux voté par le conseil communal en date du 6 décembre 2010;

Vu l'avis de Monsieur le Commissaire de District du 28 février 2011;
Vu la décision de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 23 mars 2011;
Vu la nouvelle proposition du collège des bourgmestre et échevins;
Vu l'avis de la commission des finances;
Considérant que le règlement relatif à l'utilisation des locaux communaux précité définit sous le point 2 des Dispositions générales (A) le classement des associations et privés en 4 catégories:

A. DISPOSITIONS GENERALES

2. Les locaux et installations communaux pourront, après autorisation du Collège échevinal, être mis à la disposition par ordre de priorité (I, II, III, et IV - voir aussi Titre B art. 4 -) et moyennant une taxe (ou bien à titre gratuit) suivant les conditions énumérées ci-après et dans le tableau des taxes ci-joint aux:
 - I) Associations enregistrées dans la catégorie I suivant le Règlement sur les associations de la Commune de Sanem
 - II) Associations enregistrées dans la catégorie II suivant le Règlement sur les associations de la Commune de Sanem
 - III) Associations/Privés* ayant leur siège/domicile dans la Commune de Sanem mais ne rentrant pas dans une des catégories suivant le Règlement sur les associations de la Commune de Sanem (*autorisation spéciale du collège échevinal)
 - IV) Associations n'ayant pas leur siège/domicile dans la Commune de Sanem

Vu le règlement modifié sur les sociétés et associations de la Commune de Sanem voté par le conseil communal en date du 12 juillet 2002 et approuvé par l'autorité supérieure le 24 octobre 2002;

Considérant que le règlement relatif à l'utilisation des locaux communaux précité règle la tarification dans les cas où la Commune et/ou une Commission communale sont coorganisatrices sous le point 3 des Taxes d'utilisation (G):

3. Dans le cas où la Commune et/ou une Commission communale sont coorganisatrices, le CE pourra réduire les dites taxes et/ou frais, voir même dispenser totalement du paiement.

décide d'approuver avec effet au 01.06.2011 le règlement taxe modifié pour l'utilisation des locaux et installations communaux ci-dessous et prie l'autorité supérieure à donner son accord:

Tableau des taxes d'utilisation des locaux et installations communaux

	Catégorie I & Commissions communales						Catégorie II			Catégorie III			Catégorie IV		
Genre des manifestations:*	Manifestations ayant un lien direct avec le but de l'association * (avec ou sans entrée)			Autres manifestations: Bal, Bazar, Marché, Déjeuner, Fête... (avec ou sans entrée)			Manifestations de toutes sortes (avec ou sans entrée)			Manifestations de toutes sortes (avec ou sans entrée)			Manifestations de toutes sortes (avec ou sans entrée)		
J = Tarif de base W = 1.5 x J S = 3 x J Jour suppl. = 1/2 J Tarif de location: (N) = Location Non-prévue (sauf autorisation spéciale du C.E.)	Gratuit			Tarif Catégorie I			Tarif Catégorie I			Tarif Catégorie I x 9			Tarif Catégorie I x 12		
Temps de location: (J) par Jour = 08.00 - 08.00 (W) par Weekend = Sa. 08.00 - Lu. 08.00 (S) par Semaine = Lu.(Ma.) 08.00 - Lu. 08.00	J	W	S	J	W	S	J	W	S	J	W	S	J	W	S
Hall omni-sports Roger Krier Sol. (& Buvette)	0 €	0 €	0 €	100 €	150 €	300 €	100 €	150 €	300 €	900 €	1350 €	2700 €	1200 €	1800 €	3600 €
Salle des Fêtes Sous-sol Hall omni-sports Roger Krier Soleuvre Hall polyvalent Sanem Hall polyvalent Ehlerange	0 €	0 €	0 €	75 €	112.5 €	225 €	75 €	112.5 €	225 €	675 €	1012.5 €	2025 €	900 €	1350 €	2700 €

Salle des Fêtes Maison comm. Belvaux (Sans cuisine/ buvette!)															
Grande salle Ecole 2000 Sol. (& Réfectoire)															
Grande salle 1 ^{er} Centre culturel Metzerlach (& Hall d'entrée et salle rez-de-chaussée)	0 €	0 €	0 €	50 €	75 €	150 €	50 €	75 €	150 €	450 €	675 €	1350 €	600 €	900 €	1800 €
Grande salle A Gadder Belvaux															
Grande salle Maison Beck Sol.															
Grande salle Centre Secours Ehl.	0 €	0 €	0 €	25 €	37.5 €	75 €	25 €	37.5 €	75 €	225 €	337.5 €	675 €	300 €	450 €	900 €
Terrains de football et autres Installations de sports	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N
3 ^{ème} Hall de Tennis															
Salle de gymnastique à l'école Belvaux-Poste															
Salle de gymnastique à l'école Chemin rouge	0 €	0 €	0 €	25 €	37.5 €	75 €	25 €	37.5 €	75 €	225 €	337.5 €	675 €	300 €	450 €	900 €

Hall d'entrée et salle rez- de-chaussée Centre culturel Metzerlach																
Réfectoire Ecole 2000 Soleuvre																
Hall d'entrée A Gadder Belvaux																
Buvette Hall omnisports Roger Krier Soleuvre (à coordonner d'éventuelles réservations de grandes salles dans les mêmes bâtiments!)	0 €	0 €	0 €	12.5 €	18.75 €	37.5 €	12.5 €	18.75 €	37.5 €	112.5 €	168.75 €	337.5 €	150 €	225 €	450 €	
Autres salles et installa- tions attri- buées en permanence et exclusive- ment à une seule asso- ciation																
Toutes les autres salles et installa- tions appar- tenant à la Commune	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 €	112.5 €	225 €	100 €	150 €	300 €	

***Manifestations ayant un lien direct avec le but de l'association** = Assemblée Générale, Concert (Musiques/Chorales), Manifestation sportive (Ass. Sportives), Exposition (Soc. Avicole), Porte ouv. / Fête des rentiers (exception à la règle des fêtes) (Ass. 3^e âge), Conférence...

La gratuité pour ce genre de manifestations a pour but de garder l'équilibre entre les associations de la catégorie I qui ont en permanence, exclusivement et gratuitement une salle, un hall ou bien un terrain à leur disposition et les associations de la catégorie I qui, pour exercer leurs activités, ont à chaque fois besoin de louer l'infrastructure nécessaire.

Vote unanime

21. Communes et écoles sans pesticides – accord de principe

Le conseil communal

Considérant que:

1. les cultures d'OGM et l'utilisation massive de pesticides (p.ex. le «Roundup» dans le cas du soja OGM) sont étroitement liées;
2. les cultures d'OGM et l'utilisation de pesticides dans le monde sont responsables d'une partie de la perte de biodiversité;
3. l'agriculture industrielle, basée sur les OGM et une utilisation massive de pesticides, pose de graves problèmes socio-économiques aux petits paysans;
4. l'utilisation de pesticides pose de sérieux problèmes aux populations d'abeilles, aux hyménoptères pollinisateurs et autres insectes;
5. les pesticides ont un impact négatif sur la santé et surtout sur la santé des populations les plus fragiles dont les enfants;
6. plus le contact entre populations et pesticides est intense, plus les risques pour la santé augmentent;
7. le «Roundup», pesticide utilisé massivement dans les cultures d'OGM, a des effets négatifs sur la santé, notamment des effets négatifs sur la reproduction et sur le développement de cancers;
8. dans leur vie quotidienne, les enfants sont exposés à un cocktail de pesticides;

décide:

1. à s'engager à réduire (de 80 % au moins) l'utilisation de pesticides sur l'ensemble des terrains lui appartenant;
2. de refuser l'utilisation des pesticides «Roundup» sur l'ensemble des terrains lui appartenant;
3. de ne pas utiliser de pesticides sur les terrains lui appartenant et notamment sur les terrains où jouent des enfants ou ceux qui se trouvent à proximité des endroits où il y a des enfants: autour des écoles, crèches et maisons relais pour enfants, les aires de jeux;
4. de faire des efforts pour sensibiliser les structures d'accueil pour enfants et les crèches privées, les jardiniers et les agriculteurs sur les effets négatifs et les dangers liés à l'utilisation de pesticides;
5. d'augmenter la biodiversité sur les terrains autour des écoles et structures d'accueil en diminuant les pelouses en faveur de parcelles avec des fleurs indigènes, sources de nectar et de pollen pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs. Une telle mesure augmenterait aussi la valeur éducative et pédagogique des terrains autour des écoles et des maisons relais pour enfants.

Vote unanime

22. Jugendtreff Saba asbl:

- a. Approbation de la convention 2011 avec l'asbl Jugendtreff Saba et l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par le Ministre de la Famille et de l'Intégration pour les Services pour Jeunes à Soleuvre

Vote unanime

- b. Approbation du budget 2011 de l'asbl Jugendtreff Saba

Vote unanime

23. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de tranchées dans le trottoir et dans la chaussée dans les rues de Roanne et d'Oradour-sur-Glâne à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 5 avril 2011
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de renouvellement des réseaux dans la rue de Hussigny à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 11 avril 2011
 - c. Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de renouvellement des différents réseaux dans la rue du Bois à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 2 mai 2011
 - d. Confirmation d'un règlement temporaire d'urgence de la circulation concernant les travaux de renouvellement des différents réseaux dans la rue Belle-Vue à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins en date du 2 mai 2011

Vote unanime

- 23.a. Modification de la composition des commissions consultatives

Commission de l'Égalité des chances:

- Démission de M. MAJERUS Jean-Claude (LSAP), comme membre
- Nomination de Mme PLETSCHEK-KRIER Nicole (LSAP), demeurant à Belvaux, 74 rue de la Gare, comme membre

Commission des Finances:

- Nomination de M. BRONZETTI Denis (LSAP), demeurant à Belvaux, 1 rue Henri Tudor, comme membre

Commission de la circulation:

- Démission de M. QUINTUS Théo (LSAP), comme membre
- Nomination de M. GIERENZ Steve (LSAP), demeurant à Soleuvre, 40 rue Emile Mayrisch, comme membre
- Démission de M. HOLLERICH Hubert (LSAP), comme membre suppléant
- Nomination de M. KASS John (LSAP), demeurant à Sanem, 68 Cité Schmiedenacht, comme membre suppléant

Vote unanime

- 23.b. Statuts de l'asbl Spullweenchen Gemeng Suessem

Prise de connaissance

- 23.c. Nomination d'un représentant dans l'asbl Spullweenchen Gemeng Suessem

Proposition du collège des bourgmestre et échevins: M. Jos Piscitelli

Vote unanime

24. Questions et divers

Question introduite par la conseillère Nathalie Morgenthaler (CSV):

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengengesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

1. De 5. Abrëll 2011 si Verrieder vun der FLF den Eilerenger Fussballsterrain (Vestiären, Terrain sou wéi déi gesamt Anlag) inspizéiere komm.
 - Zu wat fir enge Schlussfolgerungen ass dës Delegatioun komm?
 - Wat fir eng Fuerderungen sinn an deem Kader un d'Gemeng gestallt ginn?
 - Wéi gedenkt de Schäfferot dorop ze reagéieren?
2. An der Escher Strooss zu Bieles ass eng Spillplaz op der Héicht vun der Apdik. Do ass ee Spill, nodeems et fäerdeg opgeriicht wuar, erëm ganz ofgerappt ginn an nei opgeriicht ginn.
 - Aus wat fir engem Grond ass dat esou geschitt?
 - Wee kënnt do fir d'Onkäschten op?
3. Wéini gétt de Veloswee dee vun der Déifferdenger Strooss zu Zolwer op Suessem féiert frëschgemat?
4. Wéini gétt de Wee deen aus der Marcel Reuland Strooss zu Zolwer an de Park Fénkelberg féiert frëschgemat?
5. Kann de Schäfferot eis een aktualiséierten Organigramm vum Service technique ginn sou wéi eng genee Opstellung vun den Servicer mat de jeweilegen Effektiver?

Merci am virus fir Är Äntwert, mat menge beschte Gréiss,

Fir d'CSV-Fraktioun, Johny Diels, Mike Lorang, Carine Reuter-Bauler a Gast Wietor

Nathalie MORGENTHALER
Member vum Gemengerot

Réponse du collègue des bourgmestre et échevins:

1. Bei der Inspizéierung vum Éilerenger Fussballsterrain ass d'Commission des Terrains vun der FLF zu dësen Schlussfolgerungen komm:
 - a. „De Goal war op verschiddenen Plazen 2,38 m héich anstatt den virgeschriwwenen 2,44 m mat engem Toleranzwert vun +- 5 cm.“
De Goal gétt eemol virun der Saison ajustéiert an ass elo op Ufro nach engkéier an der 16. Woch gemat ginn. D'Héicht war also 1 cm ze niddreg, wat géint Enn vun enger Saison normal kann sinn.
 - b. „D'Panneaux publicitaires sinn op verschiddenen Plazen net konform.“ Den FC Éileréng ass selwer dofir zoustänneg fir déi an d'Rei ze setzen, fir dass se keng Gefor méi duerstellen.
 - c. „Bei engem Luutepotto huet den Deckel gefehlt.“ D'Gemeng huet deen ersaat.

- d. „Den Terrain wier generell ongleichmässeg an et missten dofir Aarbechten drun gemat ginn.“
Eis Servicer sinn der Meenung, dass den Terrain an engem akzeptabelen Zoustand ass. Mir kommen un d'Enn vun der Saison an et ass vill um Terrain geraibert ginn an net ze vergiessen ass den Fait, dass et bis elo nach net vill fir d'ëst Joer gereent huet. Mee wi all Joers gëtt den Terrain nom Ofschluss vun der Saison frësch gemat.
- e. „An den Vestiären ginn et op e puer Plazen Rëss an der Mauer.“
Mir sinn eis eens, dass nei Vestiären sollen dohi kommen an mir sinn och schonn mam Comité zesummen amgaang ze plangen. Di nei Vestiären sollen op déi aner Säit vum Terrain bei de Parking kommen, well do den Ënnergrond méi stabil ass. Momentan analyséieren mir mat der Ënnerstëtzung vum Präsident vum Veräin ob mer mat enger Färdegbauweis oder traditionnell bauen sollen.
Mir kennen jo nach all de Präiss vun den neien Vestiären zu Bieles, deen bei iwwer 800.000 € lung. Also ass et och kloer, dass Éileréng eng grouss Investitioun gëtt an dass mer d'ëst Joer déi Suen net am Budget stoen hunn. Mee mir kucken awer fir esou séier ewéi méiglech nei Vestiären dohin ze kréien, dofir och d'Analyse vun der Färdegbauweis. Mir rappeléieren och nach eng Kéier, dass schon zënter e puer Joer Suen am Budget stoungen fir zu Éileréng ze investéieren an dass d'Prioritéiten vum Comité anerer waren.
- f. „Et gëtt Schimmel an den Vestiären.“
Deen entsteht duerch eng schlecht Lüftung. Den Veräin ass zoustänneg fir dofir ze suergen.
- g. „D'Duschen sinn net adaptéiert fir Kanner.“
Den Eilerenger Fussballveräin huet eréischt zanter kuerzem eng Rei vu Kanner, déi an hierem Veräin trainéieren a spillen. D'Käschten fir d'Duschen an d'Rei ze setzen leien bei 4.000 € bis 5000 €. Dës Investitioun muss een nach analyséieren am Zusammenhang vum Bau vu den neie Vestiären.
- h. „Am Gank vun de Vestiären ass en Distributiounsschaaf fir d'Elektrëschen deen net konform ass.“
En neien Schaaf, mat der Aarbecht, géif ongeféier 10.000 € kaschten. Dofir wëlle mir och hei nach d'Analyse vun den neien Vestiären ofwuarden. Eis Elektriker sinn awer chargéiert de bestehende Schaaf ofzesécheren fir dass keen Sëcherheetsproblem besteet.
- i. „D'Vestiären müssen iwwerall och am Fong gebotzt ginn.“
Dofir ass den Veräin verantwortlech.
- j. Fir d'Kontroll vun den Sorties de secours ass eisen Sëcherheetsmann chargéiert ginn.
- k. Genausou fir d'Kontroll vun der Trousse de secours.
- l. „De Brancard muss an e Schaaf gestallt ginn.“
Och hei ass eisen Sëcherheetsmann chargéiert ginn.
- m. „Hannert den Vestiären gëtt et eng partie marécageuse wou eng Sëcherheetsclôture misst opgeriicht ginn.“
Déi géif sech iwwert eng Längt vun circa 160 m zéien an ongeféier 11.000 € kaschten. Mir hunn eis awer hei d'Fro gestallt wat dës Punkt d'FLF ugeet an ob mer dann elo bei all Weier müssen Clôturen oprichten. Ausserdem besteet de Weier schon zanter Joerzingten op deser Plaz.

2. Dat Spill op der Spillplaz an der Escher Strooss, wat vun der Firma Lux Aménagement S.A. opgeriicht ginn ass, war net adaptéiert fir méi eeler Kanner. D'ëst huet d'Firma och agesinn an proposéiert fir et op hier

Käschten op eng Spillplaz bei d'Spillschoul Scheierhaff ze déplacéieren. Do war een Spill net méi conforme an ass dunn duerch dëst ersaat ginn.

3. Mir rechnen mat Mee/Juni, mee hunn awer nach keng Confirmatioun vun der Entreprise Cajot. Mir hunn d'Commande am Januar ënnerschriwwen, mee et ass awer e Projet vun der ASTA. Mir sinn och frou, dass d'Emweltverwaltung domat d'accord war fir amplaz vum Groupine de Meuse Schwarzbelag kënnen dohin ze maachen. Well duerch d'Topographie an d'Benotzung huet de Gruine net gehaal.
4. D'Frëschmaache vun deem Wee gehéiert zum Projet vun der Kanalisatioun um Fénkelbiërg. Dee Projet gouf 2009 am Gemengerot gestëmmt an hänkt nach an der Procédure. Mir warden nach ëmmer op en Avis vum Waasserwirtschaftsamt deen mer brauchen fir de Subside ze kréien. Dat heecht, dass dee Projet eréicht 2011 wärt starten. Dofir wäerte mer och nach analyséieren de Wee entretemps nach eng Kéier aus ze besseren.
5. Den Organigramme vum Service Technique gouf ausgedeeft.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - CENTRE INTEGRE POUR PERSONNES AGEES

25. Nomination d'un aide-soignant (M/F), à durée indéterminée avec une tâche de 30 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignante PS5

Est nommé(e):
Mme UHRES-DOSTERT Martine

26. Nomination d'un ergothérapeute (M/F), à durée indéterminée avec une tâche de 30 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'ergothérapeute PS1

Est nommé(e):
Mme DEGEE Emilie

PERSONNEL - SERVICE TECHNIQUE

27. Promotion du sieur THOMA Daniel ingénieur-technicien inspecteur (grade 11), au poste d'ingénieur-technicien inspecteur ppal, grade 12, à partir du 1^{er} juin 2011

Promotion accordée.

28. Promotion de Monsieur KAISER Gaston, ingénieur-technicien inspecteur (grade 11), au poste d'ingénieur-technicien inspecteur ppal, grade 12, à partir du 1^{er} juin 2011

Promotion accordée.

29. Promotion du sieur MATHIEU Joseph, ingénieur-technicien inspecteur (grade 11), au poste d'ingénieur-technicien inspecteur ppal, grade 12, à partir du 1^{er} juin 2011

Promotion accordée.

Gemeinderatssitzung Sanem vom 06. Mai 2011

Vielzahl von kleineren Projekten verabschiedet

Die heutige Gemeinderatssitzung am 06. Mai 2011 verlief ohne größere Zwischenfälle und Diskussionen. In nur anderthalb Stunden wurden 32 Punkte auf der Tagesordnung einstimmig bewilligt, wovon der Großteil eine Reihe Kostenvorschläge von Arbeiten an Schulen und Kanalisation ausmachte.

BELES

Vor Beginn der öffentlichen Sitzung wurde Tamara Duschène als neue Gemeindebeamtin von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) vereidigt. Außerdem wurden drei weitere Punkte nachträglich auf die Tagesordnung gesetzt. Dabei handelte es sich um einige Umänderungen in der Zusammensetzung von verschiedenen beratenden Kommissionen, um die Statuten der neugegründeten Vereinigung „Spullweenchen Gemeng Suessem“ und der dazugehörigen Ernennung eines Gemeinderates im Komitee des Vereines.



Die neue Gemeindebeamtin Tamara Duschène wurde am heutigen Tag vereidigt.

MEHR ABSTELLRAUM FÜR DIE „ECOLE 2000“ IN ZOLWER

Der erste Kostenvoranschlag für Arbeiten in den Gebäulichkeiten des „Service Technique“ beinhaltete zum einen die Anschaffung von 50 Sicherheitsleuchten und zum anderen die Installation einer Duschkabine in der Damenumkleide.

Für insgesamt 70.000 € wird zusätzlicher Lagerraum bei der „Ecole 2000“ in Zolwer geschaffen. Da der Festsaal der Schule häufig auch von Vereinen für diverse Ereignisse genutzt und somit viel Material benötigt wird, herrscht momentan ein Mangel an Stauraum für Material wie Podium, Stühle, Tische usw. Bürgermeister Georges Engel und Schöffe Jos Piscitelli (beide LSAP) erläuterten, dass mit diesem Anbau nicht nur das Problem der stark eingeschränkten Staumöglichkeiten behoben wird, sondern man dann auch über einen direkten Strom- und Wasseranschluss draußen im Hof verfügt, was sich bei Veranstaltungen als sehr praktisch erweisen werde. Der neue Holzbau wird links neben dem Festsaal errichtet und mit der Kantine verbunden werden.

Anschließend wurde ein weiterer Kostenvoranschlag ebenso einstimmig vom Gemeinderat bewilligt. Hierbei handelte es sich um verschiedene Arbeiten in Schulgebäuden. Somit werden auf dem „Scheierhaff“ im alten Gebäudeteil 15 Urinale ersetzt, in der Beles-Post und in Sanem wird die Notbeleuchtung erneuert, und die Fassaden der Scheuerhofschule und der „Ecole 2000“ werden repariert.

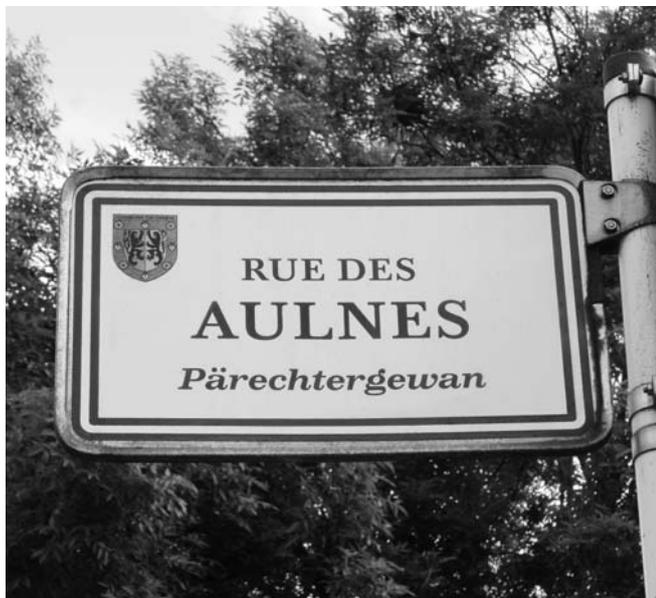
Für insgesamt 8.000 € werden die Fenster und Balkone der Kindertagesstätte „Zolwer Kannerbuerg“ instandgesetzt. Auch hier hatte der Gemeinderat keine Einwände.

KANALISATIONSARBEITEN IN DER RUE DES AULNES IN SANEM

Nachdem in der vergangenen Gemeinderatssitzung das Ingenieurbüro Schroeder & Associés den ersten Teil der Großbaustelle „Kanalisationserneuerung rue d’Esch in Sanem“ vorgestellt hatten, war diese Woche das Büro TR-Engineering anwesend um die Etappen 2 und 4 des Großprojektes zu präsentieren.



Mehr Stauraum für die „Ecole 2000“ in Zolwer.



Neue Kanalisation in der rue des Aulnes in Sanem.

Um die Rückstauprobleme in der rue des Aulnes (Etappe 2) und rue des Peupliers (Etappe 4) zu beheben, wird in beiden Straßen die Kanalisation erneuert. Die vergrößerten Rohrleitungen werden zudem in die ebenfalls neue Kanalisation in der rue d'Esch geleitet. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte weiterhin, dass die Arbeiten der ersten Phase bereits in diesem Jahr beginnen, die zweite aber erst in 1 bis 2 Jahren in Angriff genommen werden kann. Der Kostenvoranschlag in Höhe von 540.000 € wurde einstimmig angenommen.

Auch beim nächsten Punkt war sich der Gemeinderat schnell einig. Für die Sanierung der Kanalisation in der Cité Schmiedenacht in Sanem wurde ein Zusatzkredit von 32.000 € benötigt, da erstens die Marktpreise für Beton und Stahl gestiegen waren und zweitens während den Arbeiten ein zusätzlicher Schacht gebaut werden musste.

Insgesamt 15.000 € bewilligte der Gemeinderat für einen Unterstand zur Lagerung der Mülltonnen hinter dem Kulturschapp in Ehleringen. In diesem Zusammenhang fragte Gemeinderat Mike Lorang (CSV) nach, warum man nicht von Anfang an beim Bau des recht neuen Kulturzentrums an solch einen Unterstand gedacht habe und ob man bei zukünftigen Projekten darauf achten könne. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erwiderte daraufhin, dass man öfters kleine Mängel erst dann bemerke wenn ein Gebäude in Betrieb genommen wurde und man aber darauf bedacht sei, solche Unannehmlichkeiten nach und nach

auszubessern. Bei zukünftigen Projekten werde man selbstverständlich alle Möglichkeiten der Mülllagerung in Betracht ziehen und bei Bedarf einen Unterstand im Außenbereich vorsehen.

Da die rue de Niederkorn in Sanem für Erneuerungsarbeiten an Gas-, Strom- und Telefonleitungen aufgerissen wird, will die Gemeinde diese Baustelle nutzen um das Wassernetz auszubessern. Die Kosten der Arbeiten belaufen sich auf 140.000 € und die Baustelle beginnt beim Haus Nummer 100 bis hin nach Niederkorn.

Beim nächsten Tagesordnungspunkt erhielt der Schöffe für Mobilität Marco Goelhausen (LSAP) das Wort und gab alle nötigen Erklärungen zur Verlängerung der Bushaltestelle vor der Roude Wee-Schule in Beles. Diese Haltestelle wird nicht nur vom Schülertransport genutzt, sondern auch seit einiger Zeit von der TICE-Linie 2 angefahren. Dadurch entstand aber eine unvorteilhafte Situation, da im vorgesehenen Einschnitt keine zwei Busse hintereinander passen und somit öfters Passagiere aus dem zweiten Bus an der Straße aussteigen mussten. Um diese Situation zu verbessern, werden 2 Parkplätze und eine Verkehrsinsel verschwinden um die Haltestelle zu verlängern.

Darüber hinaus zeigte sich der Gemeinderat auch einverstanden die Fenster des Pfarrhauses in Zolwer zu ersetzen.

SCHULGEBÜHREN FÜR NICHT-ANSÄSSIGE SCHÜLER FESTGESETZT

Nach der Zustimmung zu 4 Immobilientransaktionen und zu einer punktuellen Abänderung des allgemeinen Bebauungsplans (PAG - plan d'aménagement général) bezüglich einer Neuordnung in Zolwer (Ennert dem Dréisch), stimmte der Gemeinderat ebenfalls den Subsidien an Vereine zu.

Im Anschluss daran entschuldigte sich Bürgermeister Georges Engel (LSAP) aus der Sitzung, da er eine Hochzeitszeremonie zu vollziehen hatte. Somit stand die restliche Sitzung unter der Präsidentschaft der ersten Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng).

Das neue Schulgesetz sieht eine Schulgebühr für nicht-ansässige Schüler vor, die die Gemeinden



Die Bushaltestelle bei der Schule Roude Wee wird verlängert.

aus dem Süden aber bislang nicht angewendet hatten. Jede Gemeinde nahm Schüler aus den Nachbargemeinden auf ohne diese zu verrechnen, man ging davon aus, dass es sich ausgleicht, so die Schöffin. In der letzten Zeit trafen aber immer öfters solche Rechnungen ein und man habe nun beschlossen ebenfalls diese Schultaxe einzuführen. In Einklang mit dem Syvicol (Syndicat intercommunal des villes et communes luxembourgeoises) hat sich der Gemeinderat für eine Gebühr in Höhe von 600 € pro Schuljahr entschieden, die nun an alle Gemeinden verrechnet wird aus denen Schüler in Sanem zur Schule gehen, so wie das Gesetz es vorschreibt.

Schöffe Jos Piscitelli (LSAP) erläuterte dann noch die Abänderung des Taxenreglements zur Benutzung von den kommunalen Räumlichkeiten und Einrichtungen.

SANEM SPRICHT SICH FÜR GEMEINDEN UND SCHULEN OHNE PESTIZIDE AUS

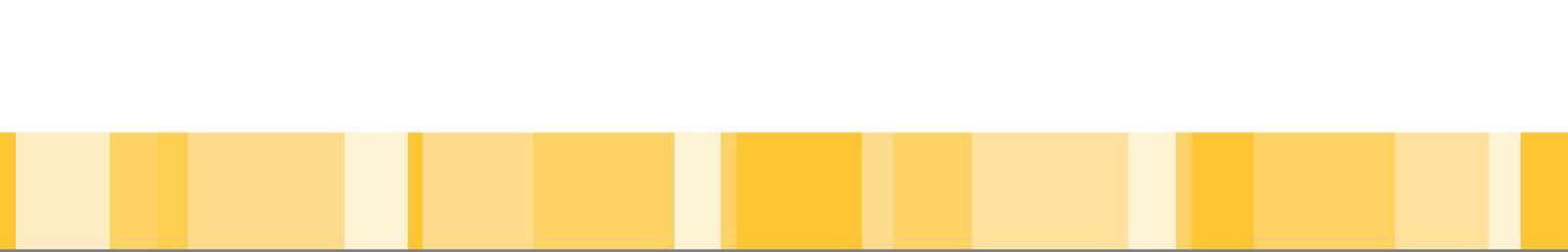
Nachdem die Gemeinde Sanem vor geraumer Zeit der Initiative „Luxembourg sans OGM“ beigetreten war, sprachen sich die Gemeinderäte heute auch für einen

Beitritt zur Aktion „Communes et écoles sans pesticides“ aus. Dabei erklärt sich die Gemeinde bereit unter anderem den Gebrauch von Pestiziden um mindestens 80 % zu mindern, gar keine Pestizide in der Nähe von Schulen, Kindertagesstätten, Spielplätzen zu benutzen und die Artenvielfalt zu unterstützen.



Sanem spricht sich für Reduzierung des Gebrauches von Pestiziden aus.

Wie jedes Jahr stellte der Schöffe für Jugend Marco Goelhausen (LSAP) die Konvention und das Budget bezüglich des Jugendtreffs SABA vor, die dann auch ohne Einwand vom Gemeinderat verabschiedet wurden.



Außerdem wurden einige temporäre Verkehrsverordnungen, diverse Umänderungen in den beratenden Kommissionen, die Statuten der Vereinigung „Spullweenen Gemeng Suessem asbl“ und die dazugehörige Ernennung von Jos Piscitelli (LSAP) als Vertreter im oben genannten Verein einstimmig bewilligt.

Bevor in geheimer Sitzung über 5 Personalentscheidungen in den Bereichen CIPA und Service Technique abgestimmt wurde, beantwortete Myriam Cecchetti (Déi Gréng) noch 5 schriftliche Fragen, die die CSV-Fraktion eingereicht hatte.

Unter anderem ging es hierbei um das Fußballfeld in Ehleringen, das vor kurzem von der FLF (Fédération Luxembourgeoise de Football) besichtigt worden war und den Spielplatz in der rue d'Esch in Beles. Zu ersterem war zu erfahren, dass wie jedes Jahr das Fußballfeld nach Abschluss der Saison instandgesetzt werde und neue Umkleidekabinen in Planung seien. Zusammen mit dem Vorstand des Fußballvereines habe man sich entschieden, die „Vestiairen“ auf der anderen Seite beim Parkplatz zu errichten. Momentan werde analysiert ob die neuen Räumlichkeiten in Fertigbauweise oder traditionell gebaut werden. Allerdings sei im Budget 2011 kein Kredit hierfür vorgesehen. Einige kleinere Mängel am Fußballfeld seien aber zum Teil bereits behoben und weitere Arbeiten werden demnächst begonnen. Zur zweiten Frage bezüglich eines Spielplatzgerätes in der Escher Straße in Beles, erklärte Schöffin Myriam Cecchetti, dass es sich herausgestellt hatte, dass das Spiel, das von der Firma Lux Aménagement errichtet wurde, nicht für eine ältere Kinderaltersklasse geeignet war. Dies habe die zuständige Firma auch eingesehen und das besagte Spiel auf ihre eigenen Kosten abgerissen und auf dem Spielplatz beim Kindergarten Scheierhaff neu aufgerichtet.



Commune de Sanem